

Allons-nous remplacer une dictature de la minorité par une dictature de la majorité relative ?



Par Alain Tortosa

Tel pourrait être le slogan retenu par une forte proportion de résistants qui s'opposent à la dictature actuelle.

Je n'évoque ici que ceux qui ont des projets qui me semblent réalistes et non les porteurs d'utopie (*même si l'utopie est source d'espoir*) qui nous baignent dans l'amour des peuples et une vraie révolution mondiale.

Nous les résistants sommes plutôt unanimes sur le constat :

« Notre président, pantin de forces qui nous dépassent, nous a, par ses seules décisions, imposé la pire des dictatures que nous ayons connue depuis des décennies, voire plus... »

Je serais généreux en disant que 10 % des Français adhèrent encore à son modèle de société et nous sommes bien d'accord pour réaffirmer qu'il s'agit bien d'une forme de coup d'État, d'une prise de contrôle d'une petite minorité sur l'ensemble du peuple français...

(10 % c'est les voix obtenues par Larem au premier tour des élections régionales 2021 tandis que les instituts de sondage prêtent 24 % au premier tour des présidentielles 2022 à E. Macron et une réélection, quel que soit le cas de figure !)

Pour autant, quand j'écoute les opposants, les mots de référendum, qu'ils soient initiés par le gouvernement ou par le peuple, ne représenteraient que la mise en œuvre de la dictature d'une majorité relative...

Certains croient (*naïvement*) qu'il y aurait une « Humanité », un peuple « bon » qui voudrait aller à l'unisson dans la même direction...

Atterrissez un peu s'il vous plaît...

Il suffit que deux personnes discutent politique (*au sens noble du terme*) pour voir émerger très très vite de profonds désaccords...

Prenons l'exemple de la dictature actuelle, certains vous diront :

« C'est une secte juive dissidente qui cherche à provoquer l'apocalypse pour accélérer l'arrivée du Messie et réduire la population mondiale. Ils

sont « en mission pour le Seigneur([1] Livre « 7 milliards d'esclaves et demain ? »))» comme disait le PDG de Goldman Sachs (si je ne me trompe).
Regardons à qui appartiennent les plus grandes banques d'affaires. »

« C'est une opération financière organisée par les plus grandes fortunes mondiales dont l'enrichissement a été colossal ces deux dernières années. Comme d'habitude les pauvres plus pauvres et les riches plus riches. »

« C'est la dictature communiste qui étend encore plus son emprise et la volonté de faire de tout habitant de la Terre un esclave grâce au « crédit social à la chinoise ».

« Au nom de la prétendue sécurité et du prétendu bien commun, les libertés individuelles doivent disparaître.

La crise dite sanitaire a vu une explosion des mesures liberticides. »

Personnellement j'aurais plutôt tendance à penser que c'est une alliance (contre nature) de ces trois-là.

Une opportunité de convergence même s'ils ne partagent rien ou pas grand-chose hormis leurs pathologies narcissiques ou psychopatiques...

Tout ceci pour vous dire à quel point l'unanimité est impossible.

Si à cela vous rajoutez ceux qui n'en ont rien à foutre, les moutons, les paniqués du Covid, il va être bien difficile de marcher tous dans le même sens.

Et si vous posez la question au peuple français « voulez-vous moins de liberté ? », la réponse sera bien évidemment majoritairement « oui ».

Alors quand dans une conversation vous passez de deux à trois personnes, un jeu d'alliances s'imposera et conduira à un conflit...

Alors :

- Si vous me proposez d'être le dictateur autocrate, je n'y serai peut-être pas opposé même si le poste ne garantit pas une mort naturelle...
- Si vous me proposez d'être le dictateur démocratiquement élu par une majorité relative de Français (donc une minorité), il est probable que j'adhère au poste.
J'endosserai alors le costume de « dictateur bienveillant » quand bien même j'imagine que la plupart des dictateurs psychopathes se pensent aussi bienveillants.
- En revanche, si vous me proposez d'être sous le joug de l'un ou de l'autre, ma situation personnelle ne sera pas fort différente, quelle que soit la procédure d'arrivée du dictateur.

Que faire donc pour ajouter un peu de démocratie dans la dictature démocratique ?

Convenez qu'il n'est pas possible d'appeler « *démocratie* » un système qui impose à une majorité un modèle qui n'est pas le sien...

Se faire élire en affirmant que l'on consultera le peuple pour les décisions c'est :

- Soit mentir pour être élu (*efficace, habituel, mais pas populaire à long terme*).
- Soit démissionner à court terme parce que le peuple voudra, et plus vite que l'on ne le croit, une voie qui est à l'opposée de ses propres convictions.
- Soit appliquer des décisions à l'encontre de ses valeurs ce qui ne doit pas être réjouissant...

Le scrutin majoritaire à deux tours

L'arnaque suprême des élections en France est le scrutin majoritaire à deux tours.

Un Président ou un député obtiendra au mieux 20 % au premier tour.

Et ce alors même qu'il aura fraudé sur les urnes, qu'il aura été proposé et financé par les lobbyistes, soutenu par un parti et odieusement plébiscité par des médias corrompus...

Ce politicien qui ne représente au mieux que 20 % des électeurs inscrits sera donc officiellement élu « à la *majorité* »... Fou rire dans la salle.

Le pays sera ainsi gouverné par une personne que 80 % des électeurs ne souhaitaient pas...

Prenons l'exemple d'Emmanuel Macron en 2017 qui a obtenu au premier tour 24 % des voix exprimées, soit 18 % des électeurs inscrits au premier tour. ([2] <https://mobile.interieur.gouv.fr/Archives/Archives-elections/Election-presidentielle-2017/Election-presidentielle-2017-resultats-globaux-du-premier-tour>)

Ce qui veut dire que seuls 15 % des Français de plus de 15 ans ont choisi M Macron !

J'entends qu'il serait difficile de faire voter les bébés, mais ramené à la population totale du pays, seuls 13 % des Français l'ont choisi comme Président de la République. Un français sur dix !

Et grâce à la mascarade du 2e tour, politiques et médias ne se privent pas de dire qu'une majorité de Français a voté pour le président élu.

Et ce, je le répète, en tenant compte du fait que seuls les candidats adoués par le système ont le droit de se présenter (*500 signatures des grands électeurs, maires, dont les signatures ne sont plus désormais anonymes*), une puissance financière (*occulte*) indispensable et un soutien des

médiascomplices.

Bref le candidat élu ET choisi ET adoubé par le système arrivera au pouvoir avec 15 % des voix des Français de plus de 15 ans !

Quand on pense que 85 % de ces Français n'ont pas choisi « *leur* » président élu, il en deviendrait presque logique d'adopter l'exact inverse de ses décisions politiques.

La représentativité du candidat choisi

Se pose un autre problème... celui de l'incarnation de ses valeurs et de ses projets politiques dans un candidat unique.

La notion de gauche, centre, droite n'a plus aucun sens en ces temps de dictature, d'Europe et de souverainisme.

Qui aurait cru il y a dix ans que ce que les médias appellent « *l'extrême droite* » ou « *populistes* » serait les défenseurs de nos libertés face à la dictature sanitaire ?

Des communistes, de Mélanchon, à Larem, en passant par Valérie Pécresse et jusqu'à Zemmour ou Marine Le Pen, que des enfermistes voulant vous priver de vos droits civiques et vous vacciner de force pour le « *bien commun* » et la « *sécurité* » !

Certains voyant le vent tourner comme Mélanchon ou Marine Le Pen commencent à se rallier par opportunisme du côté des défenseurs des libertés même si cela sonne vraiment faux...

Bref, difficile de se reconnaître dans les valeurs de ces personnes qui prônent le contraire des libertés...

De plus la gauche d'aujourd'hui n'incarne plus le « *il est interdit d'interdire* », mais le woke, le IEL et autres destructions de la famille et une somme d'interdits légaux et moraux de plus en plus imposants.

Quant à la droite dite « *traditionnelle* », qui est censée défendre la famille, la liberté d'entreprendre (*et même l'ultralibéralisme, un monde sans frontières et sans règles*) c'est la sécurité et l'inter dit quisont devenus le socle fondateur.

Du contrôle, du contrôle, du contrôle !

Comment une personne qui prône les droits de l'homme pourrait-elle s'incarner dans un candidat « *traditionnel* » ?

Au-delà de leur soif d'esclavage et de soumission des peuples, comment pourrais-je me reconnaître dans un politicien de l'échiquier « *standard* » ?

Imaginez qu'à titre personnel je serais :

- Plutôt qualifié de gauche pour ce qui est de la justice sociale.
Je suis totalement choqué que des fortunes privées soient plus importantes que des États, que le Sud soit notre réserve d'esclaves, que 1 % de la population possède plus que 99 % du reste, que l'on pourrait éradiquer définitivement la faim dans le monde en claquant des doigts (*cf « 7 milliards d'esclaves et demain ? »*).
- Je pense aussi que le droit à l'eau, à l'énergie, à l'éducation devrait être inscrit dans la constitution...
Valeurs qui sont donc « censées » être le socle de la gauche.
- En revanche sur un plan économique je suis pour la liberté d'entreprendre, la liberté tout court, la liberté de réussir, le droit à la propriété et pour un capitalisme terrien régulé et humain... (*distributisme*) qui serait plutôt qualifié de droite.
- Et pour les valeurs sociétales, au risque de choquer une fois de plus, je suis pour la famille, contre la procréation assistée de couples non mixtes, pour une limitation (*et surtout une évaluation*) de l'avortement, ainsi qu'absolument opposé au IEL et au renoncement de Disney à mettre des nains dans le futur remake de Blanche Neige et les sept nains.
J'imagine qu'ils seront remplacés par des adultes pédophiles ou des enfants transgenres multiethniques.
Bref je pourrais être qualifié d'extrême droite tendance Cro-Magnon par certains...

Pensez-vous sincèrement qu'il va m'être aisé de trouver un candidat qui adhère à l'ensemble de mes valeurs phares ?
Pas gagné...

Donc de nos jours, à moins d'être dans le moule d'un candidat formaté dit de gauche, centre ou droite et de renoncer à nos libertés qu'ils ne portent pas, la majorité des électeurs sont condamnés à la « *trahison* » dès lors qu'ils choisiront un candidat désigné par le système. Existe-t-il des solutions ?

La fin du mythe de la démocratie basée sur la majorité relative

Oublier le mythe que nous français serions UN avec les mêmes idées, espoirs, valeurs ou désirs...

Oublier que nous pourrions majoritairement adhérer à une politique issue des urnes.

Nous sommes des humains, tous différents, bien que le système cherche à nous formater et nous décérébrer depuis des dizaines d'années.

L'ultralibéralisme et la dictature chinoise veulent faire de nous des zombies et des ultra consommateurs, mais il demeure quand même quelques millions de Français chez qui ça ne prend pas...

« *Tous consommateurs, tous endettés, tous prisonniers de notre prison dorée, tous serviles.* »

Des valeurs communes ?

Que n'ai-je été à critiquer pendant des années le modèle américain !...
Quelle tristesse de voir des communautés vivre séparément, ne partageant même pas la langue (*là je n'adhère pas du tout*).

Hormis les dernières années où tout est mis en œuvre pour que démocrates et républicains s'affrontent (*je simplifie*), on pouvait parler d'une unité de l'Amérique.

De nombreux habitants des USA, même s'ils ne semblent avoir rien en commun, adhèrent et sont réellement fiers d'être américains (*le sujet n'est pas de savoir s'ils ont à l'être ou pas*).

Cela veut dire que toutes ces différences, toutes ces communautés ont un socle commun, des valeurs communes et adhèrent à une entité plus grande que leur communauté d'origine et qu'ils nomment « *les États-Unis d'Amérique* ».

Nous devons ouvrir les yeux et il est plus que temps de faire le deuil du mythe de l'intégration à la française qui se veut plus une assimilation. Nous voyons bien que c'est un échec total.

Le danger de l'assimilation ?

L'assimilation engendre de fait de la peur, de la défiance et au final le rejet.

Si je suis étranger et que l'on définit la France comme étant rigide et figée qui refuse tout de l'extérieur, alors je ne vais pas me reconnaître dans cette France et je vais me réfugier dans le communautarisme et me replier sur moi-même.

Donc au contraire de m'ouvrir, au contraire de me nourrir de ce qui fait de la France une terre des Lumières, je vais m'enfermer de plus en plus, m'isoler de plus en plus et défendre un passéisme auquel je n'aurais pas adhéré naturellement.

Ainsi l'autre, celui qui n'est pas comme moi, devient de fait une menace... et donc un ennemi.

À trop vouloir une assimilation utopique, car totale, je dirais même une dissolution d'autrui dans un moule, je transforme mon pays en tribus hostiles qui ne partagent plus rien, qui n'ont plus un idéal commun, ce qui au final est totalement contre-productif.

J'ai peur de fait que nous allions de plus en plus vers la désintégration, car à la différence des USA (*d'antan*), nous sommes nombreux à nous sentir rejetés (*encore plus avec la dictature sanitaire*) et endehors du moule des valeurs communes qui ne semblent plus exister.

Si l'on reprend l'exemple de la « *plandémie* », le pouvoir a tout fait pour opposer les paniqués et les rassurristes, les pro-esclavage « *pour le bien de tous* » et les pro-liberté individuelle.

Au point qu'il ne faudrait qu'une petite étincelle pour enflammer la poudre

et provoquer une guerre civile.

« *Liberté, égalité, fraternité.* »

Nous avons la chance d'avoir un passé riche, riche de siècles de royauté, de chrétienté, comme riche de siècle des Lumières, de la république et d'un idéal démocratique.

Inutile de réinventer la roue, il suffit de se rendre devant n'importe quels mairies ou palais de justice et lire :

« *Liberté, égalité, fraternité* »

Et ce n'est pas un hasard si le mot « *liberté* » est en premier...

Il ne peut y a avoir démocratie ou droits de l'homme sans mettre le mot *liberté* avant tout !

Si vous avez le malheur d'écrire, « *santé* », « *sécurité* » ou « *intérêt général* » en tête de gondole alors vous ouvrez en grand les portes de la dictature où l'individu passera après un « *grand tout* ».

Nous en avons eu l'illustration durant la dictature sanitaire que nous vivons qui a poussé sa perversion et son ignominie à sacrifier la jeunesse, l'innocence et la santé d'enfants dans le but de protéger officiellement des grabataires en fin de vie à qui l'on interdisait et interdit toujours tout traitement.

Au nom d'un prétendu « *intérêt général* », la dictature a réduit à néant notre liberté de déplacement, notre liberté à vivre sans masque, notre liberté de choix médical, notre liberté d'expression et nos espoirs au nom d'une prétendue « *solidarité* »...

Dès lors que l'être humain n'est plus au sommet de l'échelle, il devient une variable d'ajustement, un outil au service de la « *nation* », un simple objet qui ne saurait perturber le projet national.

Le liant

Le liant ce n'est pas l'intégration, la dissolution, le liant c'est l'adhésion à des valeurs fortes communes comme celle des droits de l'homme.

Notre démocratie, notre constitution doit être le cadre du vivre-ensemble et de l'adhésion à un socle de valeurs communes inébranlables et surtout in-négociables.

De toute évidence, la constitution (*et les institutions*) américaine comporte

des amendements qui protègent la liberté individuelle de tout citoyen, mais aussi de l'arbitraire venant aussi bien d'autrui que du gouvernement. Ainsi le gouvernement américain ne peut se transformer allégrement en dictature grâce à des institutions fortes et indépendantes.

Ce qui visiblement manque à la constitution française qu'il est possible de bafouer grâce à la trahison et la corruption d'un conseil constitutionnel qui n'a pas besoin de rendre de comptes lors de décisions aussi illégales que félonnes.

Si je veux que mon voisin respecte ma liberté, je me dois de respecter les siennes toujours dans le cadre qui nous rassemble. Qu'importe ma race, ma couleur, ma religion ou mes opinions politiques, je suis français, je me sens français en adhérant à un ensemble de valeurs qui font la France et encore une fois parfaitement résumé au fronton des mairies. L'ennemi devient de fait le faiseur de désunion, le destructeur du socle commun au détriment du lien...

Je ne vais pas m'étendre sur le socle minima, mais il ne saurait être question de prosélytisme, de religion ou de mœurs supérieures, de destruction de la famille, de contraintes imposées aux seules femmes, ni autres principes qui font de nous ce dénominateur commun.

En devenant français, je me dois de laisser à la porte des traditions qui ne sont pas compatibles avec nos valeurs quand bien même je trouverais sympa de lapider ma femme adultère en live sur C8 à 20 h 30... cela n'est pas compatible avec les Lumières, ce n'est pas compatible avec la France, ce n'est pas compatible avec les droits de l'homme.

Le socle, ce qui fait de nous des Français, se doit d'être ce liant.

Liberté !

C'est donc le bastion à dé fendre et celui qui est attaqué de toutes parts depuis des dizaines d'années.

Le mot « *liberté* » a été remplacé par le mot « *sécurité* », illusion de sécurité devrais-je dire...

Le moteur permettant de vendre cette sécurité est la peur. Entretenir le peuple dans une incertitude politique, économique, sociale et même sociétale. Peur qui est désormais « *sanitaire* » afin de nous sidérer et imposer une illusion de sécurité.

La peur de demain étant sans limites grâce au fameux « *réchauffement climatique* », encore un ennemi invisible, qui pour « *sauver la planète* » devra nous faire renoncer aux quelques maigres libertés qu'il nous reste encore.

De fait, notre code pénal prend un kilo par an en ajoutant des dizaines d'interdits pour notre « *sécurité* ».

La Novlangue est devenue banale et de nombreux politiques ou autres prêtres médiatiques n'hésitent plus à dire que « *l'interdit c'est la liberté* ».

Interdits qui par ailleurs nous sont imposés, mais ne sont jamais évalués (*par des experts indépendants non corrompus*) d'un point de vue efficacité et sociétal.

Regardez les panneaux devant un parc ou une plage, regardez le domaine de ladite sécurité routière.

On ne sait que contrôler et interdire de plus en plus pour « *notre bien* ».

Il faut dire qu'il est tellement facile de niveler par le bas et d'interdire que d'autoriser en maximisant l'efficacité et la sécurité sans porter atteinte aux libertés.

Et nous vivons depuis tellement longtemps dans un monde de règlements délirants et d'interdits permanents que nous trouvons cela normal...

Quel fou remettrait en cause aujourd'hui l'obligation, je dis bien l'obligation, d'une ceinture de sécurité pour les majeurs ?

Et bien d'ici quelques années, quel fou remettrait en cause l'obligation de porter un casque dans les escaliers ?

La liberté est quasi morte si nous ne décidons pas de la ranimer.

Impasses dans la démocratie « *classique* »

Dès lors qu'une démocratie ne peut être basée que sur la dictature de la majorité, elle en devient de fait un leurre.

Dès lors qu'elle conduit une minorité (*une majorité relative*) à décider pour tous les autres pendant un temps certain... (*en fait tout le temps, c'est juste les « victimes » qui changent*).

Il n'est de fait plus raisonnable ou possible de donner les pleins pouvoirs à un élu pendant cinq ans, et ce sans contre-pouvoir dont les actions ne feront qu'accroître le sentiment d'injustice et les soifs de communautarisme (*du fait qu'il ne représente que le désir d'une minorité*). « *Comment adhérer si je me sens exclu ?...* »

Il faut donc bien arriver à trouver un principe de gouvernance qui soit à la fois à l'écoute et respectueux de la quasi-totalité des citoyens, mais pour autant que l'on puisse avancer.

Dès que nous sommes plus de deux et que nous ne sommes pas d'accord, soit nous ne faisons rien, soit un de deux sera frustré.

Il n'y a pas de solutions, mais uniquement des pansements démocratiques.

Si la moitié des Français veut quitter l'Euro et l'autre non alors la moitié des Français devra subir une décision extrêmement importante à laquelle elle n'adhère pas.

Et pour des raisons de stabilité, il faudra bien que cette décision ait une pérennité dans le temps...

Le peuple dans toutes les instances

Il est néanmoins possible d'ajouter un peu de démocratie dans cette dictature généralisée et dans laquelle (*actuellement*) des décisions importantes sont prises sans même demander l'aval de la majorité des citoyens.

Il est indispensable que toutes les instances, tous les organes consultatifs et décisionnels intègrent les citoyens.

Des citoyens tirés au sort comme dans les jurys des cours d'assises doivent siéger afin de représenter le peuple.

Ils doivent être désignés par exemple pour 1 an et disposer d'un pouvoir double, celui de rapporter les décisions, mais aussi les mêmes pouvoirs que les autres membres.

Il faut néanmoins être conscient que la majorité n'a pas toujours raison et qu'il n'est pas raisonnable, voire dangereux de laisser le peuple choisir en tout.

Imaginez que vous proposiez aux citoyens de baisser les retenues (*impôts, taxes...*) de 50 %, c'est la catastrophe assurée l'année suivante.

De même il n'est pas possible de tout autoriser... demander aux citoyens s'ils sont d'accord pour enfermer les non-vaccinés ne serait pas constitutionnellement possible, il faut donc de sérieux verrouillages dans la constitution pour ne pas basculer dans une « *dictature légale* ».

Des procédures de destitution

Il appartiendra d'en fixer les modalités, mais tout élu, tout membre d'une institution doit pouvoir être révoqué par le peuple si celui-ci pense qu'il a trahi sa mission.

Cela pourrait prendre la forme d'un référendum évocatoire dans lequel tout citoyen serait d'abord informé à charge et à décharge afin de se forger sa propre opinion.

Cette procédure de destitution incluant tous les élus y compris le Président de la République.

Il faudrait bien entendu réfléchir à une procédure qui allie à la fois démocratie et fonctionnement des institutions. Il ne s'agirait pas de pouvoir changer de Président ou de député tous les 15 jours.

La Constitution

C'est le manuel d'utilisation le tronc commun, la bible qui fait la France. Et qui dit « *bible* » dit « *gardien de l'écriture* ».

De fait, le Conseil constitutionnel doit être dissous et remplacé par une institution indépendante et révocable qui a pouvoir supérieur sur les décisions gouvernementales.

Bien entendu, ici aussi, il ne saurait exister d'institutions sans des représentants du peuple tirés au sort et nommés pour 1 an (*par exemple*) sur le principe des jurés d'assise.

Voilà

Je développerai dans mes prochains textes des aspects pratiques et une liste de réformes qu'il serait juste de mener.

Merci.

Alain Tortosa.

28 janvier 2022.

<https://7milliards.fr/tortosa20220128-vers-une-democratie.pdf>